



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 28 février 2023**



Table des matières

Mission inclusion.....	4
RIEN À SIGNALER	5
Champs d'action au Québec.....	6
« UNE PORCHERIE! » : DES FAMILLES MIGRANTES EN QUETE D'UN TOIT LAISSEES A ELLES-MEMES	7
Radio-Canada – 16 février 2023 – site web	7
MIGRANTES A STATUT PRECAIRE : S'ENDETTER POUR ACCOUCHER	10
La Presse – 16 février 2023 – site web	10
LA DEPUTEE LAROUCHE S'INQUIETE DE LA VULNERABILITE FINANCIERE DES AINES	16
La Voix de l'Est – 17 février 2023 – site web	16
MASHTEUIATSH PLANCHE SUR UN PROGRAMME DESTINE AUX PERSONNES ITINERANTES	18
Radio-Canada – 20 février 2023 – site web	18
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE : L'ANNEE DE LA COLLABORATION ?	19
La Presse – 20 février 2023 – site web	19
SECURITE ALIMENTAIRE : CENTRAIDE INJECTE 1,7 MILLION DE PLUS AUPRES DE 36 ORGANISMES	21
La Presse Canadienne (via La Presse) – 22 février 2023 – site web.....	21
PRES DE 116 000 LOGEMENTS ABORDABLES DISPARUS EN 5 ANS	22
Le Journal de Montréal – 22 février 2023 – p. 8.....	22
LES FAMILLES QUEBECOISES BIEN GATEES PAR L'ÉTAT GRACE AUX CREDITS D'IMPOT ET DES ALLOCATIONS DE QUEBEC ET D'OTTAWA	24
Le Journal de Montréal – 22 février 2023 – site web.....	24
EN COMPAGNIE DES ANGES GARDIENS DU METRO	27
Le Devoir – 24 février 2023 - p. 3	27
DES LAITUES PRODUITES TOUTE L'ANNEE... SUR DIX ETAGES	30
La Presse+ (La Presse) – 24 février 2023 - p. AFFAIRES_8.....	30
L'OBSERVATOIRE QUEBECOIS DES INEGALITES : « LA PANDEMIE A EXACERBE DES INEGALITES QUI ETAIENT DEJA LA »	32
La Presse- 27 février 2023 – p. AFFAIRES_8.....	32
INAUGURATION DE LA MAISON AKHWA:TSIRE « C'EST A ÇA QUE LA RECONCILIATION RESSEMBLE »	35
La Presse – 28 février 2023 – site web	35
Champs d'action à l'international.....	37
AU BURKINA FASO, LA CRISE HUMANITAIRE PREND UNE AMPLEUR TRAGIQUE	38
La Croix – 19 février 2023 – site web	38
L'ONU DEBLOQUE 250 MILLIONS DE DOLLARS POUR AIDER LES PERSONNES LES « PLUS VULNERABLES » DU MONDE	40



AI 24 - 22 février 2023 – site web	40
LE CANADA FOURNIRA UNE AIDE SUPPLEMENTAIRE DE 20 MILLIONS A LA TURQUIE ET A LA SYRIE	41
Radio-Canada – 24 février 2023 – site web	41
SCOTT MOE SE REND EN INDE POUR UNE MISSION ECONOMIQUE	42
Radio-Canada – 24 février 2023 – site web	42
Actualité à surveiller.....	44
RIEN A SIGNALER	45



Mission inclusion



RIEN À SIGNALER



Champs d'action au Québec



« UNE PORCHERIE! » : DES FAMILLES MIGRANTES EN QUETE D'UN TOIT LAISSEES A ELLES-MEMES

RADIO-CANADA – 16 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Radio-Canada suit depuis un mois un couple colombien avec ses trois enfants, dont un bébé d'un mois. À l'instar de milliers de migrants issus du chemin Roxham qui tentent de se loger dans le Grand Montréal, ils se sont retrouvés dans des conditions inquiétantes pour éviter d'être à la rue.

Par : Julie Marceau

Lorsque nous rencontrons Yoseline pour la première fois, son bébé a dix jours.

L'ambiance est bon enfant. La famille est temporairement hébergée chez Leydi, une amie qui habite avec ses deux filles et sa sœur.

Leydi veut leur donner un coup de main. Elle est afro-colombienne et demandeuse d'asile elle aussi.

Au total, ils sont neuf dans un quatre et demie de Montréal-Nord.

Entassés, mais heureux.

Leydi est arrivée au Canada avant la famille de Yoseline. Sa plus grande fille va à l'école.

Les enfants s'adorent déjà, même s'ils se connaissent depuis quelques jours à peine.

Leurs rires résonnent dans tout le quartier alors qu'ils se hissent sur un tas de neige bruni par les voitures. Il fait -15 degrés. Les enfants de Yoseline n'ont pas de mitaines.

Tant pis. Jean-Pierre est le roi de la montagne!

Les deux familles ont traversé de nombreux pays avant d'arriver au Canada. Ils ont fait une partie du voyage en avion, ce qui a grugé le gros de leurs économies, mais surtout en autobus et à pied, parfois dans des zones dangereuses, comme le désert du Mexique, à la frontière américaine.

Yoseline et ses enfants, qui sont arrivés par le chemin Roxham en décembre 2022, disent fuir la violence.

Est-ce tu t'ennuies de là où tu vivais? demandons-nous à Jeilyn, 4 ans.

Non, parce qu'on tue beaucoup là-bas et je ne veux pas mourir, répond-elle. Je veux rester vivante pour apprendre les lettres.

Jeilyn rêve de devenir ballerine, agent de bord ou chef cuisinière. Mais ballerine surtout.

Un premier revirement pour Yoseline et sa famille

À son arrivée au Canada, la famille de Yoseline a été envoyée dans l'une des 1800 chambres d'hôtel réservées en décembre 2022 par le gouvernement fédéral et payées par Ottawa. Les sites



d'hébergement du Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA), gérés par Québec, étaient pleins.

Or, lorsque les migrants aboutissent dans un hôtel fédéral, aucun travailleur social ou intervenant ne leur est attiré, contrairement à l'organisation qui existe dans les centres d'hébergement provinciaux.

C'est donc une chance de pouvoir compter sur des amis qui sont déjà au pays. Mais une semaine plus tard, lorsque nous revenons les visiter, la chance a déjà tourné pour Yoseline et sa famille.

Des voisins se sont plaints du bruit. Le propriétaire a donc appris qu'ils étaient neuf personnes dans le logement. Leydi doit leur demander de partir pour éviter d'avoir elle-même des ennuis.

C'est le branle-bas de combat pour trouver un autre logement. Ils ont en poche un chèque de l'aide sociale de quelques centaines de dollars.

Yoseline nous apprend que son mari, Jonathan, a trouvé un appartement dans le quartier Côte-des-Neiges. Le coût du loyer : 1250 \$ par mois.

Alors que les parents s'activent pour emballer dans des sacs d'ordures le peu qu'ils ont, soit du linge d'hiver qui leur a été donné et les affaires du bébé, Jeilyn et Jean-Pierre s'amuse, insouciant.

J'ai hâte d'y aller, car on aura plus d'espace pour jouer, nous dit Jean-Pierre.

Tous les échanges sont en espagnol. Nous utilisons parfois un logiciel de traduction. La caméraman qui fait équipe avec l'auteure de ces lignes, Isabelle Barzeele, parle également espagnol, ce qui aide les discussions.

1250 \$ pour un appartement en pleins travaux

Le lendemain, la famille nous fait parvenir une vidéo. On y voit qu'ils ont couché collés les cinq ensemble sur des draps par terre, mais ce qu'ils veulent nous montrer, c'est que l'appartement est en pleins travaux.

Nous nous rendons sur les lieux. Le logement est inadéquat et il est difficile d'y rester sans tousser.

Depuis leur arrivée dans l'appartement, Yoseline nous dit que son bébé est malade. Il vomit d'ailleurs devant nous.

Jeilyn fait tellement d'eczéma qu'elle s'est grattée jusqu'au sang. Jean-Pierre tousse et dit avoir mal aux poumons.

La gérante de l'immeuble leur dit de ne pas s'en faire. Elle leur offre d'être logés gratuitement dans un autre appartement du quartier Saint-Michel, le temps que les travaux soient terminés dans celui-ci. Elle leur conseille de s'y rendre en métro.

Nous les accompagnons jusqu'à l'autre appartement. Il se situe au sous-sol. Pour le reste, l'image parle d'elle-même.



Jonathan est hors de lui. Comment avez-vous eu l'idée de nous envoyer ici, ma famille et moi, dans cette porcherie [esta cochineza]? lance-t-il à la gérante.

Celle-ci se dit impuissante. Impossible de parler au propriétaire.

La famille est unilingue hispanophone et aucun responsable de refuge ne parle espagnol en ce jeudi soir.

Depuis des mois, le premier ministre du Québec tient Ottawa responsable de l'arrivée massive des migrants par le chemin Roxham. Il y en a eu près de 40 000 l'an dernier, et les organismes d'aide sont à bout de ressources. Même si certains d'entre eux sont maintenant redirigés vers l'Ontario, il y a en ce moment 7000 demandeurs d'asile, dont des femmes et des enfants, à la recherche d'un toit à Montréal. Julie Marceau a suivi pendant un mois une famille colombienne et son parcours du combattant.

Tous les sites d'hébergement pouvant accueillir une famille sont pleins à Montréal, mais il reste des places dans certains refuges pour toxicomanes.

Il y a des shelters où il est possible de se reposer. Mais les migrants doivent partir le matin et ce sont des endroits à partager avec des gens qui consomment, des addicts, explique un intervenant.

Une solution... temporaire

Au bout de plusieurs heures, la famille apprend qu'une place est libre au centre d'hébergement Latraverse, à Montréal-Nord.

La famille s'y rend. Elle est enfin en sécurité, dans un endroit salubre, qui fournit de la nourriture et des lits.

Un centre d'hébergement qui pourrait toutefois devoir fermer ses portes bientôt, apprenons-nous du même coup.

En effet, le propriétaire du presbytère où loge le refuge, la Fabrique de la paroisse Sainte- Gertrude, a produit en janvier un avis de non-renouvellement du bail.

Il réclame des milliers de dollars en arrérages de loyer.

Yoseline, elle, a convenu de garder contact avec nous dans les semaines à venir.

Avec la collaboration de Ximena Sampson

[Retour à la table des matières](#)



MIGRANTES A STATUT PRECAIRE : S'ENDETTER POUR ACCOUCHER

LA PRESSE – 16 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Par : Suzanne Colpron

<https://www.lapresse.ca/actualites/sante/2023-02-16/migrantes-a-statut-precaire/s-endetter-pour-accoucher.php>

Des femmes migrantes enceintes qui vivent au Québec dans une situation vulnérable se retrouvent sans couverture de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et sans assurance privée.

Quelque 50 000 résidents étrangers n'ont pas de couverture médicale au Québec. Le cas le plus préoccupant est celui des femmes enceintes qui doivent payer plus de 10 000 \$ pour accoucher. Les besoins sont assez grands pour qu'une ONG internationale, Médecins du monde, en ait plein les bras à Montréal.

Médecins du monde a une antenne canadienne à Montréal. Mais qu'est-ce que cette « association médicale militante de solidarité internationale qui lutte sans relâche pour défendre un système de santé juste et universel » fait dans la métropole ?

Cette organisation non gouvernementale (ONG) cherche à assurer et défendre l'accès à la santé partout dans le monde, ici comme ailleurs. Et elle en a plein les bras, parce qu'à Montréal aussi, des personnes vulnérables n'ont pas accès à un filet de sécurité sociale.

C'est particulièrement vrai pour les résidents qui ne possèdent ni la citoyenneté canadienne ni le statut de résident permanent : des étudiants étrangers, des travailleurs temporaires, des personnes en attente d'un parrainage, d'une demande humanitaire, du renouvellement de leur statut ou sans statut.

Selon l'Institut universitaire Sherpa, autour de 50 000 personnes vivant au Québec n'ont pas accès à une couverture d'assurance médicale en raison de leur statut migratoire.

Des raisons humanitaires

Le cas des femmes enceintes est celui qui soulève le plus de questions, pour des raisons humanitaires, mais aussi pour assurer la cohérence du système de santé.

Depuis juin 2021, les enfants dont les parents sont établis ou ont l'intention de s'établir ici pour une période de plus de six mois sont couverts par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), peu importe le statut d'immigration de leurs parents.

C'est donc réglé pour les bébés. Mais jusqu'à la naissance de l'enfant, ce ne l'est pas. Et si le gouvernement a accepté de prendre en charge les enfants, la simple logique médicale voudrait qu'on s'occupe d'eux avant leur naissance, quand ils sont encore dans le ventre de leur maman, avancent plusieurs organisations et professionnels, dont Médecins du monde, qui milite pour faire changer les choses.

Ce qu'on aimerait voir, c'est que le Québec mette en place une couverture d'assurance maladie pour les soins de santé sexuelle et reproductive pour toutes les femmes qui vivent au Québec. - Chloé Cébron, conseillère principale aux plaidoyers de Médecins du monde



« Plusieurs femmes n'ont pas le choix de s'endetter pour accoucher », ajoute Nadja Pollaert, directrice générale de l'organisme. « Généralement, elles se rendent loin dans leur grossesse avant d'avoir un état de la situation parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer pour un suivi de grossesse. Nous, les femmes qu'on voit, chez Médecins du monde, c'est des grossesses à risque à 99 %. »

Plusieurs facteurs compliquent l'accès aux soins de santé pour les femmes migrantes enceintes : la pauvreté, la barrière linguistique, la difficulté à trouver un médecin, la mauvaise compréhension du réseau de la santé ou la peur d'être dénoncées aux services d'immigration.

Le prix pour accoucher dépend des hôpitaux et de l'accouchement. « C'est sûr qu'une femme qui accouche naturellement, sans épidurale, ça coûte moins cher que s'il y a des complications, précise Nadja Pollaert. Ça peut varier entre 10 000 \$ et 20 000 \$. »

Quatre solutions possibles

Le ministre de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Christian Dubé, est bien au fait de la situation.

En juin 2021, il a demandé à la RAMQ, en collaboration avec le MSSS, de mettre en place un comité interministériel chargé de brosser le portrait des femmes enceintes sans couverture de santé au Québec. Le rapport a été publié un an plus tard.

Premier constat : les femmes enceintes migrantes ne forment pas un groupe homogène. « Si certaines viennent délibérément accoucher en sol québécois et paient en totalité les frais afférents, d'autres sont présentes sur le territoire, avec ou sans statut d'immigration, et vivent dans un contexte de grande vulnérabilité les empêchant de souscrire une assurance privée », lit-on.

Le rapport présente quatre solutions possibles, qui s'appliqueraient à un peu plus de 2000 femmes par année. La première est le statu quo, c'est-à-dire pas de soutien. La deuxième est l'élimination de la surcharge de 200 % des coûts engagés par le système de santé imposée actuellement à ces femmes enceintes. La troisième est la gratuité pour les femmes migrantes qui répondent à des critères de vulnérabilité (pauvreté, sous-scolarisation). Et la dernière est la gratuité pour toutes.

Avec les solutions les plus généreuses, l'attrait de venir accoucher au Québec pourrait être augmenté, note l'organisme, « notamment chez nos voisins directs des États-Unis ».

Quelles sont les intentions gouvernementales ?

« Les travaux sont en cours pour évaluer quelles solutions mettre de l'avant et permettre aux femmes les plus vulnérables de bénéficier des soins de santé sans frais en lien avec le suivi de leur grossesse et leur accouchement », répond la porte-parole du MSSS, Noémie Vanheuverzwijn.



« Pas un bon élève »

Selon Chloé Cébron, de Médecins du monde, le Canada n'est « pas un bon élève » en matière de couverture médicale pour les migrants vivant sur son territoire.

Plusieurs pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui ont un niveau de développement économique semblable à celui du Canada ont des couvertures universelles de santé, dont la France et l'Allemagne, affirme-t-elle.

« On peut même prendre des exemples aux États-Unis, ce qui est parfois surprenant, signale Mme Cébron. Il y a plusieurs États américains, une quinzaine, qui garantissent des soins de santé pour les femmes enceintes, quel que soit leur statut migratoire. »

Le cas de Yasmine

Yasmine*, 27 ans, peut témoigner des effets pervers des politiques actuelles.

L'Algérienne est arrivée au Québec en décembre 2021, un permis d'études en poche, sans savoir qu'elle était enceinte, dit-elle. L'assurance privée qu'elle a contractée dans son pays ne couvre pas les frais de maternité et d'accouchement, a-t-elle découvert par la suite.

Sans le sou, Yasmine a frappé à la porte de Médecins du monde, qui a accepté de la suivre pendant sa grossesse. Peu de femmes enceintes ont cette chance, faute de ressources. Son accouchement a eu lieu, il y a cinq mois, à l'hôpital de St. Mary. Coût : 2826 \$. Une aubaine. Si son médecin n'avait pas été bénévole pour l'ONG, la facture aurait pu dépasser 10 000 \$.

« J'ai une entente de paiement avec l'hôpital, souligne Yasmine. Je paie 150 \$ par mois. »

Son mari, venu la rejoindre en mai avec un permis de travail ouvert, travaille comme préposé aux bénéficiaires. Yasmine, elle, a mis ses études et son boulot de caissière sur pause. « Je ne peux pas laisser ma fille à la garderie, dit-elle. Ça coûte 50 \$ minimum par jour. »

* Le prénom a été changé pour préserver son anonymat.

9917 : Nombre de femmes non admissibles à la RAMQ qui ont accouché au Québec, de 2015 à 2021. Source : RAMQ

« Le parcours du combattant »

« Le froid, c'est un peu compliqué. Mais, sinon, ça va... » Thérèse, 21 ans, n'est ici que depuis quelques semaines. Elle est venue du Congo avec un permis d'études. Mais, dans les faits, elle n'a jamais eu l'intention d'étudier.

Son but était de demander l'asile. Ce qu'elle a fait, en ligne, dans les jours suivants.

« Le seul moyen que j'avais pour venir, c'était de passer par les études », dit-elle.

Nous l'avons rencontrée dans la salle d'attente de la clinique de Médecins du monde, boulevard Crémazie, où elle était venue consulter pour une blessure à un genou et une masse au sein.



« Je me suis fracturé le genou en tentant de fuir », nous a-t-elle expliqué plus tard.

Fuir qui ? Fuir quoi ?

« J'ai été frappée, sérieusement, vraiment, vraiment frappée », raconte Thérèse, qui préfère taire son nom de famille. « Il y a un monsieur qui en veut à ma famille et à moi. Il m'a séquestrée pendant trois mois. Tout ça est arrivé à cause de la parcelle familiale que mon grand-père avait léguée à mon père. Ce monsieur avait racheté la parcelle sans passer par mon père. Il voulait qu'on quitte la maison qui était au nom de mon père... »

La jeune femme, qui étudiait la comptabilité dans son pays, a donc pris la décision de partir pour toujours, de peur de se faire tuer.

Elle a demandé un permis d'études qui lui a été accordé rapidement, dit-elle.

Pourquoi le Québec ? « Mon grand frère est ici », répond Thérèse.

Ç'a été difficile de prendre la décision de partir, parce que je laissais mes parents et mes deux petits frères au Congo. Mais je devais partir pour ma sécurité. - Thérèse, 21 ans, demandeuse d'asile

Lui aussi, ce grand frère de 24 ans, a demandé l'asile au Canada. À Montréal depuis 2019, il vient d'obtenir sa résidence permanente.

Pas simple

Chez Médecins du monde, Tamara, bénévole, a écouté l'histoire de Thérèse et lui a remis une liste de cliniques où elle pouvait obtenir une consultation sans frais.

Les demandeurs d'asile bénéficient d'une couverture de soins de santé du gouvernement fédéral, comprenant des soins dentaires, des soins à domicile et de longue durée et des médicaments sur ordonnance. C'est ce qu'on appelle le PFSI : programme fédéral de santé intérimaire.

Mais de nombreux demandeurs d'asile l'ignorent.

« Aujourd'hui, au triage, plus de la moitié des patients étaient des demandeurs d'asile », précise Pénélope Boudreault, infirmière et directrice des opérations nationales de Médecins du monde. Ce jeudi matin, des dizaines de personnes attendaient de voir un « bénévole au triage », après s'être enregistrées, pour expliquer leur situation et demander des services.

« Quand ils arrivent au Canada, ils reçoivent plein de documents, ils se font dire plein de choses, souligne Mme Boudreault. Eux, tout ce qu'ils veulent, c'est trouver un espace où dormir, où manger. Ça fait beaucoup d'informations. Ils ne comprennent pas. »

Il faut dire que même s'ils sont admissibles au programme fédéral de santé intérimaire, obtenir un rendez-vous pour une consultation médicale n'est pas simple.

Les cliniques sont pleines. Il y en a qui disent qu'elles acceptent le PFSI, mais si elles ont le choix, elles vont prendre des patients couverts par la RAMQ. C'est vraiment difficile pour les



demandeurs d'asile. - Pénélope Boudreault, infirmière et directrice des opérations nationales de Médecins du monde

« Tout est une barrière »

C'est encore pire pour un migrant à statut précaire qui n'a pas d'assurance maladie.

« Tout est une barrière, se désole Pénélope Boudreault. Quand on réussit à trouver un médecin, la personne n'est pas capable de payer les médicaments. »

L'organisme recommande des patients à des cliniques qui demandent 80 \$ pour une consultation. Mais 80 \$, pour certains, c'est trop.

« C'est le parcours du combattant, résume Mme Boudreault. Quand on réussit à arriver quelque part, il y a une autre barrière, une autre barrière. Il y a toujours quelque chose. »

Une soirée chez Médecins du monde

Il est 17 h 30. Clara s'assoit à une table dans la réception encombrée de Médecins du monde, boulevard Crémazie, à deux pas de la station de métro.

La gestionnaire des opérations nationales de l'ONG, Marine Vasina, rappelle les consignes aux bénévoles présents :

« Chaque personne qui appelle et qui est admissible passe d'abord par une travailleuse sociale, dit-elle. Ensuite, elle peut voir une infirmière. Seule exception, si le patient est connu et qu'il a déjà vu la travailleuse sociale dans les six derniers mois. La clinique des prélèvements est fermée. On n'a pas les ressources. Quand c'est une femme enceinte qui appelle, on va lui envoyer le Guide pour femmes enceintes sans couvertures médicales au Québec, et les prix des accouchements. On lui explique qu'on ne pourra pas la suivre ici. »

Si elle ne veut pas faire de dépôt à l'hôpital avant d'accoucher, la solution, c'est de se présenter à l'urgence au moment où elle a des contractions. Et là, l'hôpital est obligé de l'accepter. Elle fera une entente de paiement par la suite. - Marine Vasina, gestionnaire des opérations nationales de Médecins du monde

18 h. La ligne est ouverte.

Clara ajuste ses écouteurs et prend un premier appel : « Bonjour, je m'appelle Clara. Je suis une des bénévoles au triage pour la soirée », annonce-t-elle.

Infirmière de formation, Clara occupe depuis quelque temps un poste de gestionnaire dans une autre ONG. Répondre aux appels, un lundi soir sur deux, lui permet de garder le contact avec les patients.

« Juste vous dire que les informations que vous allez partager sont complètement confidentielles », précise-t-elle.

Au bout du fil, c'est un homme. Il appelle de la part d'un ami demandeur d'asile qui veut consulter un dentiste.



Clara l'informe qu'il n'y a pas de dentistes chez Médecins de monde, mais qu'elle peut lui envoyer par courriel une liste de cliniques.

Est-ce qu'il aurait par hasard avec lui son IUC ? lui demande-t-elle. IUC signifie « indicateur unique de client », un numéro qui figure sur les documents officiels fournis par le fédéral aux demandeurs d'asile.

Son interlocuteur trouve le numéro. Clara vérifie sa validité en entrant le numéro dans son ordinateur et constate que la personne bénéficie du Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI), qui offre une protection médicale aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

Clara lui envoie les infos par courriel et s'assure qu'il les a bien reçues avant de passer à l'appel suivant.

« Quel est l'âge de votre maman ? De votre papa ? », s'informe-t-elle.

La jeune femme qui appelle s'informe pour ses parents chinois d'une soixantaine d'années, des demandeurs d'asile arrivés au Québec à la mi-novembre. « Est-ce qu'ils ont accès au PFSI ? », demande Clara.

« Votre maman est couverte », lui dit-elle après vérification. « Le PFSI, c'est un peu comme la RAMQ. Votre maman peut aller dans une clinique pour être suivie. Votre papa a la même couverture. »

Les appels déboulent pendant deux heures. Plusieurs téléphonent au sujet d'une grossesse. D'autres veulent subir des tests, consulter un médecin.

« Quelle est la relation avec la personne ? », demande Clara, en tapant la réponse sur son clavier.

« Est-ce qu'elle travaille à côté de ses études ? Est-ce que sa famille la soutient ? Est-ce qu'elle a une bourse ? Comment s'organise-t-elle pour payer son épicerie, son loyer et les choses de la vie quotidienne ? Est-ce qu'elle serait capable de payer une consultation médicale d'environ 150 \$? »

Au téléphone, c'est le père du futur enfant. Il appelle au nom de sa conjointe, une étudiante étrangère, qu'il compte parrainer. L'assurance privée que la jeune femme a contractée avant de venir ici dans le cadre de ses études ne couvre pas les frais liés à la grossesse. Et même si le papa est québécois et que le couple est marié, le suivi obstétrique et l'accouchement sont à leurs frais.

« Je peux vous envoyer une liste de cliniques sans rendez-vous parce que ce n'est pas toutes les cliniques qui prennent en charge les patients qui n'ont pas d'assurance maladie », lui dit Clara.

20 h. Dernier appel. « C'est pas fini, annonce Marine Vazina. On a 15, 20 appels auxquels donner une réponse. » D'ici 21 h, les trois bénévoles et les deux employés présents vont tenter de rappeler tous ceux qui ont laissé des messages dans la boîte vocale.

[Retour à la table des matières](#)



LA DEPUTÉE LAROUCHE S'INQUIÈTE DE LA VULNERABILITÉ FINANCIÈRE DES AÎNÉS

LA VOIX DE L'EST – 17 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Par : Jérôme Savary

<https://www.lavoixdelest.ca/2023/02/17/la-deputee-larouche-sinquiete-de-la-vulnerabilite-financiere-des-aines-b80e63a0aecb4a6bed5448923e4a14df>

La situation financière des 65 ans et plus n'est pas rose, en cette période où les prix ne cessent de monter. Porte-parole du Bloc québécois pour les aînés, Andréanne Larouche a annoncé vendredi matin la tenue d'un colloque sur le sujet, le jeudi 23 février à l'Hôtel Castel. «Avec leur prestation fédérale qui n'augmente pas, les aînés sont touchés de plein fouet», rappelle la députée de Shefford.

Mme Larouche souligne que seule la moitié des prestataires de la pension de Sécurité de la vieillesse —les 75 ans et plus — a eu droit l'année dernière à une augmentation de 10% de leur prestation. Les personnes âgées de 65 à 75 ans n'ont elles rien reçu.

Scinder ainsi les personnes âgées «est discriminatoire».

Depuis 2019, le Bloc québécois demande que le montant de la Sécurité de la vieillesse augmente de 110\$ par mois. L'augmentation consentie en 2022 aux 75 ans et plus représente de 65 à 70\$, selon Mme Larouche.

Selon la porte-parole, le sujet de la sécurité financière des aînés est trop souvent relégué aux oubliettes : «[...] Nous avons le devoir d'en parler, surtout à un moment où l'inflation et la situation économique difficile pénalisent grandement les personnes âgées et où plusieurs d'entre elles retournent ou envisagent un retour sur le marché du travail».

Le but du colloque à venir sera ainsi l'occasion de faire remonter le sujet dans la pile des dossiers du gouvernement. Il permettra d'ailleurs d'accoucher de «recommandations qui seront ensuite présentées au gouvernement libéral en prévision du budget 2023», a indiqué Mme Larouche, vendredi matin, précisant que l'appui de son parti dans ce dossier avait permis cette démarche prébudgétaire.

Ces recommandations émaneront à la fois d'experts, notamment en fiscalité et en politiques publiques pour les aînés, ainsi que des associations et organismes défendant les droits des personnes âgées. Parmi eux figurent l'ancien ministre de la Santé Réjean Hébert, professeur à l'École de santé publique de l'Université de Montréal, et Roberson Édouard, chercheur à l'Observatoire québécois des inégalités.

Pénurie de main-d'œuvre

Les aînés font partie de l'éventail de solutions pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre, rappelle la députée, aux côtés de l'immigration et de l'automatisation, par exemple. «Encore faut-il que les aînés qui souhaitent rester sur le marché du travail puissent le faire sans être pénalisés financièrement.»

La situation financière de cette catégorie de la population, souvent oubliée mérite qu'on s'y arrête. «Il y a beaucoup de choses à démystifier en lien avec leur situation», a dit la députée.



Des revenus sous le seuil de pauvreté

Selon l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Granby, un large pan de la population âgée au Québec vit actuellement sous le seuil de pauvreté.

«Plus de 33 % des 26 000 membres de l'AQDR vivent actuellement avec 18 000 \$ ou moins par année, selon un sondage mené en avril 2021 par l'organisation, déplore Madeleine Lepage, présidente de l'AQDR-Granby. C'est une situation tout à fait inacceptable qui ne doit pas continuer.»

«Qui peut vivre avec ces montants-là? de renchérir Mme Larouche. C'est une catastrophe pour ces gens-là.»

La députée rappelle que le Supplément de revenu garanti, montant non-imposable qui s'ajoute à la pension de la Sécurité de la vieillesse, n'est accordé qu'aux personnes ayant un revenu inférieur à 20 831\$.

Rappelons qu'en 2022, les revenus permettant d'atteindre un niveau de vie digne et sans pauvreté au Québec étaient compris entre 25 128 \$ et 34 814 \$, selon son lieu de résidence, d'après l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques.

Mme Lepage demande que le Supplément de revenu garanti soit ajusté pour atteindre et dépasser le montant de la PCU. Les crédits d'impôt non remboursable comme celui sur les frais médicaux doivent être convertis en crédits remboursables.

Les personnes aînées ont participé à bâtir la la société actuelle, rappelle Mme Lepage : «Un revenu viable n'est pas un luxe, mais un droit.»

+

Enquêter sur les agressions dans le milieu sportif

La Voix de l'Est a profité de l'occasion pour interpeller la députée sur les scandales sexuels entourant le milieu sportif. Celle qui est également porte-parole en matière de Condition féminine demande au gouvernement fédéral la tenue d'une enquête publique et indépendante élargie afin de faire la lumière sur ces pratiques qui minent le milieu sportif.

«Ces chiffres sont à confirmer, mais à première vue, de 75 à 80% des témoins, qui sont des victimes dans le milieu sportif qui demandent la tenue d'une telle enquête publique indépendante», souligne Mme Larouche, alors que celle-ci prépare un rapport qu'elle déposera prochainement au comité parlementaire sur la condition féminine.

Au-delà des scandales entachant le milieu du hockey, dit-elle, «c'est le milieu du sport en général qui est malade».

[Retour à la table des matières](#)



MASHTEUIATSH PLANCHE SUR UN PROGRAMME DESTINE AUX PERSONNES ITINERANTES

RADIO-CANADA – 20 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Par : Mélyssa Gagnon

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1957615/mashteuiatsh-itinerance-herbergement-roulotte>

La communauté de Mashteuiatsh œuvre à la mise en place d'un service pour venir en aide aux personnes en situation d'itinérance.

Un refuge temporaire a été créé sous forme de roulotte de chantier sur le territoire de la réserve autochtone afin de procurer un toit à des membres de la communauté qui n'ont pas de logis.

Le chef du conseil de bande, Gilbert Dominique, convient que les besoins sont criants.

On a plusieurs clientèles vulnérables malgré que la communauté va super bien au plan du développement économique. Trop souvent, ces personnes se retrouvent à la rue. On n'a pas le choix de soutenir ces personnes en s'assurant que, chaque soir, elles aient au moins un toit et qu'elles puissent être au chaud, a-t-il commenté, en entrevue à l'émission C'est jamais pareil.

Qualifiant la situation d'alarmante, le chef Dominique constate que le phénomène de l'itinérance a pris de l'ampleur à Mashteuiatsh et qu'il y a urgence d'agir.

« C'est plus présent. Avant, on avait des gens qui pouvaient circuler d'une famille à l'autre, chez un frère, une sœur, une tante. On s'aperçoit que le cercle souvent s'est usé et que ces personnes se retrouvent en situation d'itinérance. On s'aperçoit qu'entre 5 et 7 personnes ont actuellement besoin de ces services. » — Une citation de Gilbert Dominique, chef de la communauté de Mashteuiatsh

L'itinérance touche diverses catégories d'âge. La plupart des sans-abri sont des hommes ou des membres de la communauté qui sont aux prises avec des problèmes importants sur le plan social et qui vivent de la pauvreté.

On a aussi des personnes qui ont des besoins spécifiques en matière de santé mentale. On a constitué un groupe de travail. On est en train d'analyser les besoins des personnes vulnérables au sein de notre communauté. On devrait donner un plan d'action collectif, parce qu'il n'y a pas juste le conseil de bande, mais les familles et la communauté peuvent aussi jouer un rôle, met en relief Gilbert Dominique.

Une solution permanente?

Le refuge demeure une situation temporaire. Cela dit, la communauté de Mashteuiatsh souhaite offrir des programmes et des mesures d'aide permanentes.

C'est clair que s'il y a une proximité au niveau des ressources, c'est plus gagnant et pourrait éviter l'exode vers les grands centres, souligne le chef de la communauté.

Avec Frédéric Tremblay

[Retour à la table des matières](#)



LUTTE CONTRE LA PAUVRETE : L'ANNEE DE LA COLLABORATION ?

LA PRESSE – 20 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Par : Claude Pinard

<https://www.lapresse.ca/debats/chroniques/2023-02-20/lutte-contre-la-pauvrete/l-annee-de-la-collaboration.php>

« Pour s'attaquer aux problèmes sociaux complexes, la collaboration est essentielle », affirme notre chroniqueur.

Pour vraiment s'attaquer à la pauvreté, il faudra écouter l'ensemble des acteurs sociaux. C'est de là que viendront les solutions les plus innovantes et les plus durables.

Si vous cherchez, au sein de notre société, un véritable plan de lutte contre la pauvreté, vous n'en trouverez pas. Quand je dis véritable, je parle d'un plan de lutte qui aurait des cibles concrètes, des actions bien définies et une reddition de comptes transparente. Il existe bien des plans d'action, comme celui du gouvernement du Québec, mais ils se perdent dans un dédale d'acteurs et une myriade de programmes développés par autant de ministères et d'organismes gouvernementaux.

Cette absence de plan simple et concret s'explique facilement : la pauvreté est un problème social complexe, qui nécessite des solutions multifacettes et, de plus en plus, multipartenaires. Au-delà des plans d'action, il convient désormais de mettre l'accent sur de nouvelles postures : il faut reconnaître que cette lutte contre la pauvreté ne peut se faire en silo, par un petit groupe de décideurs et de bailleurs de fonds, et qu'elle ne peut être conçue au sommet, sans une compréhension profonde de la réalité sur le terrain.

Pour s'attaquer aux problèmes sociaux complexes, la collaboration est essentielle. Elle conduit à des solutions plus innovantes, plus efficaces et plus durables que celles créées par des organisations travaillant seules.

Quand des personnes et des organisations issues d'horizons et de milieux différents travaillent ensemble au service d'un objectif commun, leur diversité de perspectives, de ressources et de compétences génère des idées nouvelles. Et lorsque les membres d'une communauté participent au processus décisionnel, ils sont plus susceptibles de se sentir investis dans le résultat et de soutenir les efforts de ceux qui s'efforcent de résoudre un problème.

C'est d'autant plus vrai lorsqu'on s'attaque à des problèmes comme la pauvreté et l'exclusion sociale, qui touchent des communautés en situation de marginalité ou de vulnérabilité. Plus que jamais, nous devons nous assurer de leur donner une voix au chapitre afin de garantir que les besoins de ces communautés soient pris en compte dans l'élaboration des solutions.

Je parle régulièrement du travail des organismes communautaires et je ne dirai jamais assez le respect que j'éprouve devant leur engagement. Il est primordial de reconnaître leur expertise en les amenant à la table de discussion.

Dans les quartiers du Grand Montréal, la collaboration est déjà bien présente entre les organismes communautaires, les villes et les ministères. Il est maintenant temps de la mettre en place à des échelles plus grandes.



Une multitude de voix, un seul objectif

Les consultations prébudgétaires vont bon train, et celles-ci auront une influence directe sur les dollars disponibles pour les programmes sociaux. Mais les Centraide du Québec ne sont pas invités à ces consultations. Ils sont pourtant en relation quotidienne avec plus de 1200 organismes communautaires, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois.

Je trouve important de le souligner, car si le deuxième investisseur sociocommunautaire en importance au Québec n'est pas consulté, quelles sont les chances que les plus petits organismes le soient ? À peu près nulles.

Il y a pourtant une grande ouverture de la nouvelle ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau. Elle me l'a déjà dit à plusieurs occasions depuis sa nomination.

Cependant, je crois que nous sommes tous pris dans un ancien modèle de collaboration, basé sur le « je sais ce qui est bon pour vous » et le « nous n'avons pas le temps de discuter, il faut agir ». Cette posture doit changer.

Accepter de discuter d'orientations ou de programmes n'implique pas nécessairement de sortir le chéquier ou d'imposer des délais. L'objectif est plutôt d'envisager des idées nouvelles, de s'inspirer des meilleures pratiques, de s'ouvrir aux autres, de s'écouter, mais plus important encore, de se comprendre. C'est justement parce que l'argent est une ressource limitée qu'il est impératif de discuter.

Attention, je ne dis pas qu'il ne faut pas plus d'argent pour soutenir le milieu communautaire – il en a bien besoin. Je dis seulement que l'argent n'est pas l'unique solution et qu'il est important d'élargir dès maintenant la base de la discussion, quitte à prendre un peu plus de temps. Au lieu de constamment pallier les urgences, trouvons des solutions concrètes, à long terme, bien ancrées dans la réalité du terrain.

Au cours des prochains mois, le gouvernement devra renouveler son plan de lutte contre la pauvreté. C'est un travail complexe, nous le savons. Donnons-nous le courage et l'humilité de concevoir cette nouvelle mouture en réunissant un maximum de voix autour de la table, dans un seul intérêt commun : la définition d'un véritable plan de lutte contre la pauvreté, porté par des objectifs partagés par l'ensemble des acteurs du tissu social.

Entrons dans cette discussion avec cette certitude : ceux qui détiennent les ressources ne sont pas nécessairement ceux qui détiennent les solutions. La diversité ne pourra que bonifier notre lecture de ce chantier complexe, que nous devons absolument mener à bien.

[Retour à la table des matières](#)



SECURITE ALIMENTAIRE : CENTRAIDE INJECTE 1,7 MILLION DE PLUS AUPRES DE 36 ORGANISMES

LA PRESSE CANADIENNE (VIA LA PRESSE) – 22 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

<https://www.lapresse.ca/actualites/2023-02-22/securite-alimentaire/centraide-injecte-1-7-million-de-plus-aupres-de-36-organismes.php>

Centraide du Grand Montréal signale qu'environ 671 000 personnes reçoivent de l'aide alimentaire au Québec chaque mois, soit 10 % de plus qu'en 2021 et 34 % de plus qu'avant la pandémie de COVID-19, en 2019.

(Montréal) Centraide du Grand Montréal annonce mercredi l'injection d'une somme supplémentaire de 1,7 million auprès de 36 organismes communautaires qui interviennent en sécurité alimentaire, afin de réduire l'impact de l'inflation chez les personnes qui ont du mal à payer l'épicerie.

Centraide du Grand Montréal précise que les organismes observent des hausses de demandes d'aide alimentaire provenant notamment de travailleurs, de personnes âgées seules et à mobilité réduite de même que de demandeurs d'asile et de réfugiés.

De plus, la pénurie de main-d'œuvre, les difficultés à recruter du personnel, le manque de financement et de bénévoles augmentent les défis auxquels font face les organismes pour offrir les services sur le terrain.

Selon Centraide du Grand Montréal, le financement ponctuel d'urgence permettra d'acheter des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité, d'acheter ou de louer de l'équipement réfrigéré et du matériel, d'assurer le transport et la distribution de denrées alimentaires et d'embaucher des employés temporaires pour combler le manque de bénévoles.

Centraide du Grand Montréal signale qu'environ 671 000 personnes reçoivent de l'aide alimentaire au Québec chaque mois, soit 10 % de plus qu'en 2021 et 34 % de plus qu'avant la pandémie de COVID-19, en 2019.

L'organisme affirme aussi que sur l'île de Montréal, 23 % des gens vivent en situation d'insécurité alimentaire, davantage que partout ailleurs au Québec.

[Retour à la table des matières](#)



« Dans la région métropolitaine, seulement, il y a 90 000 logements [à moins de 750 \$] qui ont été perdus entre les recensements de 2016 et 2021 et si on regarde certaines régions où il y a plus de 50 % des loyers en dessous de ce prix, on voit la courbe qui diminue dramatiquement », déplore Mme Laflamme.

ÉTUDE RÉVÉLATRICE

L'analyse, menée à la grandeur du Canada par Steve Pomeroy, expert canadien en logement et professeur à l'Université McMaster de Hamilton, en Ontario, montre par ailleurs que le Québec est la province canadienne qui présente la plus grande perte avec près de 116 000 logements en moins, suivie par l'Ontario (49 000) et la Colombie-Britannique (32 000).

Cette même étude montre qu'en seulement dix ans, Montréal a perdu près de 168 000 logements abordables.

LOGEMENTS EN ATTENTE

En parallèle, plusieurs organismes ont dénoncé, hier, le manque de financement du gouvernement provincial au programme AccèsLogis. Cela bloquerait la construction de 9331 logements sociaux et communautaires.

« Le programme AccèsLogis a été conçu pour financer les projets déposés à la hauteur de 50 % des coûts de réalisation des logements. En ce moment, la contribution du programme n'est que de 32 % des coûts, ce qui fait en sorte que des projets sont bloqués », déplore Éric Cimon, directeur général de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ).

Dans la région de Montréal, ce sont pas moins de 1723 logements qui sont sur la glace, dont 170 à Montréal-Nord, 78 dans Rosemont, 23 à Longueuil et 12 à Pierrefonds.

Si le gouvernement de François Legault avait promis d'en construire 14 000 en 2018, seulement un peu plus de 4000 ont finalement vu le jour depuis l'annonce.

« Les besoins sont énormes, mais les réponses [à ces besoins] ne sont pas suffisantes. Ce qu'on veut, c'est que les sommes promises il y a quatre ans descendent maintenant », affirme Chantal Desjardins, directrice générale de la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal.

[Retour à la table des matières](#)



LES FAMILLES QUEBECOISES BIEN GATEES PAR L'ÉTAT GRACE AUX CREDITS D'IMPOT ET DES ALLOCATIONS DE QUEBEC ET D'OTTAWA

LE JOURNAL DE MONTRÉAL – 22 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Par : Michel Girard

<https://www.journaldemontreal.com/2023/02/22/les-familles-quebecoises-bien-gatees-par-letat-grace-aux-credits-dimpot-et-des-allocations-de-quebec-et-dottawa>

Une étude de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université Sherbrooke compare les données de toutes les provinces

Le Québec c'est en quelque sorte le «paradis» de la famille au Canada.

De toutes les provinces canadiennes, c'est chez-nous que les ménages avec enfants bénéficient de la plus importante aide financière gouvernementale quand on additionne les crédits d'impôts et les diverses allocations offerts par les deux paliers de gouvernement aux familles avec enfants.

Et belle coïncidence, c'est le Québec qui affichait en 2021 « l'indice synthétique de fécondité » le plus élevé des 10 provinces, soit 1,58 enfant par femme, à comparer à 1,43 dans l'ensemble du Canada.

Le soutien financier destiné aux familles québécoises s'avère particulièrement généreux envers les familles avec enfants qui font partie des ménages à faible revenu. Et c'est tant mieux!

«La présence des enfants accroît le soutien financier que reçoit une famille québécoise. Le Québec a nettement le souci de lutter contre la pauvreté des familles avec enfants», soulignent avec justesse les auteurs de l'étude « Le point après 25 ans de politique familiale », à savoir le prolifique professeur-fiscaliste Luc Godbout et ses collègues Michaël Robert-Angers et Suzie St-Cerny de la dynamique Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université Sherbrooke.

À preuve, les auteurs citent l'exemple suivant : «Avec deux enfants de 3 et 7 ans, un ménage travaillant au salaire minimum, ayant donc un revenu familial brut de 41 496 \$, obtient un soutien financier lié à la présence des enfants qui atteint 18 094 \$.»

Écoutez l'édito économique de Michel Girard diffusé chaque jour en direct 7 h 35 à QUB radio :

COMBIEN D'AIDE POUR 2 ENFANTS ?

Godbout, Rober-Angers et St-Cerny évaluent à quelque 320 000 \$ le soutien financier gouvernemental qui sera alloué à un tel couple à faible revenu lors des 18 années allant de la naissance à la majorité des deux enfants.

«Sachant que deux enfants entraînent des charges additionnelles pouvant être estimées annuellement à 18 500 \$ en moyenne, le soutien financier reçu par une famille à faible revenu couvrirait en quasi-totalité (96 %) le coût de leurs enfants», affirment-ils.

Il n'y a pas que les familles à faible revenu qui bénéficient de l'aide gouvernementale visant les enfants.



Les auteurs de l'étude citent le cas de la famille représentative de la classe moyenne qui aurait un revenu familial de 105 000 \$. Avec deux enfants à sa charge, cette famille-type bénéficierait d'une aide gouvernementale totale de quelque 9 594 \$ par année.

Cette aide financière obtenue par l'entremise de crédits d'impôts et d'allocations gouvernementales permettrait de couvrir environ 50 % de la facture que ce ménage à revenu moyen aura à défrayer pour entretenir ses deux enfants lors des 18 années allant de la naissance à la majorité de leurs deux enfants.

Vous voulez d'autres exemples? Selon les auteurs de l'étude, voici le montant du soutien financier que l'État versera sur 18 ans aux familles québécoises avec deux enfants selon d'autres exemples de revenu familial.

À 70 000 \$ de revenu annuel, l'aide gouvernementale sur 18 ans totalisera 234 617 \$ pour les deux enfants, couvrant ainsi 70 % des dépenses liées aux enfants.

À 140 000 \$ de revenu familial, l'aide descendra à 113 788 \$, soit 34 % des dites dépenses. Et à 200 000 \$ de revenu familial, l'État octroiera une aide de 58 786 \$ pour couvrir 18 % des dépenses en question.

Comme on peut voir, même les ménages bien nantis bénéficient de l'aide de l'État à la famille.

MONDIALEMENT...

Quand on compare l'aide gouvernementale que les ménages québécois avec enfants reçoivent par rapport à l'aide versée aux familles habitant dans les 33 pays membres de l'OCDE, force est de constater que le Québec fait vraiment belle figure.

De l'étude «Le point après 25 ans de politique familiale», il ressort que le Québec, dans le cas d'un couple avec deux enfants en service de garde et un revenu familial équivalent à 167 % du salaire moyen, arrive :

8e au chapitre du coût net de garde (3,2 % du revenu familial);

6e au chapitre du soutien financier de l'État (9,7 % du revenu familial);

7e au chapitre de la portion du revenu de travail prise par les impôts, les cotisations sociales et les frais de garde (20,8 % du revenu familial).

Dans le cas des familles monoparentales avec un enfant, dont le revenu s'élève à 67 % du salaire moyen, le Québec arrive, parmi les 33 pays membres de l'OCDE, au 2^{ème} rang des juridictions les plus généreuses, après la République tchèque.

BÉMOL

L'aide de l'État aux familles avec enfants n'est malheureusement pas parfaite alors que des ménages à faible revenu seront fortement pénalisés dès qu'ils réussissent à hausser leur revenu de travail.

Quel est le problème selon les auteurs de l'étude ? Le revenu de travail supplémentaire aura pour effet de réduire le montant provenant des crédits d'impôts et des allocations versés pour les enfants.



Cela aura pour conséquences financières de laisser dans les poches des ménages qu'une faible portion du revenu de travail supplémentaire après avoir vu l'État couper dans l'aide gouvernementale.

Dans le cas d'un couple avec deux enfants qui voit son revenu de travail augmenter de 45 000 \$ à 50 000 \$, l'État réduirait son aide de 4 360 \$, laissant ainsi net dans leurs poches à peine 640 \$ sur un gain supplémentaire de 5000 \$. Ce ménage est ainsi victime d'une ponction fiscale de 87,2 %!

Une famille monoparentale qui se retrouverait dans la même situation, avec un revenu brut additionnel de 5000 \$, subirait pour sa part une ponction fiscale de 62,4 %, ne laissant à la famille que 1879 \$ sur un revenu additionnel de 5000 \$.

Ça n'a aucun maudit bon sens. Il faut absolument que les gouvernements de Québec et d'Ottawa mettent en place un mécanisme qui éliminerait de tels abus fiscaux.

[Retour à la table des matières](#)



EN COMPAGNIE DES ANGES GARDIENS DU METRO LE DEVOIR – 24 FÉVRIER 2023 - P. 3

PAR : JEANNE CORRIVEAU

LE DEVOIR // LE 24 FÉVRIER 2023

ACTUALITÉS A3



La policière Anabelle Roy et l'intervenante psychosociale Imène Ayachi s'occupent avec Robert Britton, au Miramix.

La chute de la maison Sturgeon

CHRISTIAN BOUX



La chute de la maison Sturgeon, à Montréal, a été l'un des événements les plus marquants de l'année 2022. Elle a entraîné la mort de deux personnes et a causé d'importants dommages matériels. L'enquête est toujours en cours, mais les premières conclusions indiquent que des défauts de construction ont joué un rôle majeur dans cet événement tragique.

BOUCHE

En compagnie des anges gardiens du métro

Créée il y a deux ans, l'EMIC veille sur les itinérants dans le réseau souterrain

EMIC QUÉBEC

Le métro de Montréal abrite une faune bigarrée. On y trouve des personnes qui vivent dans des situations de précarité, des itinérants, des personnes souffrant de troubles mentaux ou de problèmes de santé. Ces personnes sont souvent isolées et ont besoin d'un soutien et d'une aide pour accéder à des services de base. L'EMIC (Équipe métro d'intervention et de concertation) a été créée en 2021 pour répondre à ces besoins et offrir un accompagnement personnalisé à ces personnes.

L'équipe est composée de membres bénévoles et professionnels, dont des policiers, des intervenants sociaux et des psychologues. Ils patrouillent dans les stations de métro et offrent un soutien immédiat aux personnes en difficulté. L'EMIC agit comme un lien entre les personnes et les services sociaux, de santé et de logement disponibles.

« Nous sommes très fiers de notre rôle et de l'impact que nous avons eu sur la vie de nombreuses personnes », déclare Christian Boux, président de l'EMIC. « Nous continuons à travailler dur pour améliorer nos services et offrir un meilleur soutien à nos collègues itinérants. »

En ce qui concerne par rapport à son accompagnement ?
De la bouche au soutien ?

« C'est un travail très exigeant, mais aussi très gratifiant. Nous sommes très fiers de notre rôle et de l'impact que nous avons eu sur la vie de nombreuses personnes. Nous continuons à travailler dur pour améliorer nos services et offrir un meilleur soutien à nos collègues itinérants. »

Créée il y a deux ans, l'EMIC veille sur les itinérants dans le réseau souterrain

Le métro de Montréal abrite une faune bigarrée. Pendant que des usagers pressent le pas pour attraper leur train, ici et là les itinérants flânent et dorment, indifférents à l'agitation qui les entoure. C'est à cette population démunie que l'Équipe métro d'intervention et de concertation (EMIC) porte toute son attention. Formée d'une policière, d'un inspecteur de la Société de transport de Montréal (STM) et d'une intervenante psychosociale, l'équipe patrouille tous les jours le réseau souterrain, afin de veiller sur ces marginaux en quête d'un peu de chaleur.

Étendu sur le sol de la station Bonaventure, Robert Britton dort profondément quand l'équipe l'aborde pour le tirer de son sommeil. Accompagnée de la policière Anabelle Roy et de l'agent Simon Pierre Gagnon, de la STM, l'intervenante Imène Ayachi, de la Société de développement social, prend de ses nouvelles et s'enquiert de sa santé. L'homme reconnaît visiblement ses interlocuteurs et échange quelques mots avec eux.

Mise sur pied en 2020, l'EMIC parcourt les stations de métro pour s'assurer que la présence des itinérants ne gêne pas les usagers et ne trouble pas la paix. «Le métro est pour tout le monde,



mais certains comportements nuisent à la cohabitation», explique Sophie Bellemare, qui coordonne les policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au sein de l'EMIC.

Tolérance dans le métro L'EMIC n'est pas un service de première ligne et ne répond pas aux appels d'urgence. Une part importante de son travail consiste plutôt à voir si les itinérants ont besoin d'aide, s'ils doivent être dirigés vers les bonnes ressources et si un suivi de leur cas doit être fait. L'équipe peut donc prendre le temps de discuter avec les sans-abri. «C'est ce qui permet de créer un lien de confiance, un lieu thérapeutique», indique Charles Audelin, lieutenant aux opérations à la STM.

La STM fait preuve de tolérance à l'égard des itinérants qui viennent se réfugier dans le métro, pour autant qu'ils ne représentent pas une menace pour la sécurité des usagers.

Certaines règles doivent cependant être respectées. Les itinérants ne sont pas autorisés à errer sur les quais du métro. «Il n'y a pas de tolérance quand ça nuit à la fluidité. Et les gens intoxiqués sur les quais peuvent représenter un problème de sécurité, souligne M. Audelin. Mais on fait preuve de tolérance à l'extérieur des tourniquets.» Et les sans-abri ne peuvent pas s'étendre n'importe où. «À partir du moment où ils sont couchés sur le sol, ils enfreignent le règlement. On va tenter de les relocaliser», explique Sophie Bellemare, qui admet tout de même que, dans les coins peu achalandés de certaines stations, on ne force pas les sans-abri à se déplacer.

Mercredi, quand Le Devoir a accompagné l'EMIC, la patrouille s'est attardée à la station de métro Bonaventure, qui abrite de nombreux itinérants âgés dans ses dédales de corridors. Mais ils ont beau être généralement paisibles, il faut les aborder avec précaution. L'un d'eux ne cache pas sa colère d'être approché ce jour-là par l'équipe, qui lui a signalé que ses pantalons sont un peu «trop lous», qu'ils ne cachent plus ses fesses. «Habituellement, il est toujours calme et posé. Mais là, il ne veut pas d'aide», constate la policière Anabelle Roy.

Une demi-heure plus tard, quand elle repasse le voir pour lui refiler un pantalon mieux ajusté, son humeur s'est adoucie et il accepte le vêtement avec reconnaissance.

Plus loin, un homme est enfoui sous son sac de couchage. «As-tu du nouveau par rapport à ton appartement ? Tu es OK avec tes souliers ? As-tu besoin de bottes ?» lui demande Imène Ayachi. L'homme est un visage connu de l'EMIC, mais l'intervenante s'inquiète pour sa santé. «Parfois, c'est long d'avoir un lien de confiance», dit-elle par la suite.

À chaque station sa couleur Les itinérants sont de plus en plus présents dans l'ensemble du réseau du métro, surtout depuis la pandémie de COVID-19. Un grand nombre de stations ont leurs habitués, particulièrement celles du centre-ville. Mais le profil des itinérants varie d'une station à l'autre, en fonction notamment de leur proximité avec les ressources d'aide, explique Sophie Bellemare.

À la station Atwater, la présence voisine de Resilience Montreal et de Chez Doris amène des Autochtones dans le réseau souterrain. D'ailleurs, le déménagement de l'organisme pour Autochtones La Porte ouverte sur le Plateau Mont-Royal, en 2018, a fait apparaître des itinérants autochtones dans le métro Mont-Royal.

«Chaque station a sa couleur», résume Sophie Bellemare.



Située près du Refuge des jeunes de Montréal, la station Papineau est non seulement fréquentée par des jeunes, mais aussi par des vendeurs de stupéfiants et des itinérants aux prises avec des problèmes de toxicomanie. «Il y a aussi une pharmacie qui offre un service de méthadone. Alors, le matin, ils attendent dans le métro pour aller la chercher. Tout ce qui gravite autour des stations a une influence sur la présence des itinérants», souligne Mme Bellemare.

La station Bonaventure se trouve tout près de la Mission Saint-Michael, qui vient de déménager sur la rue Stanley. Connue sous le nom de «Toit rouge», l'organisme est un partenaire de longue date du SPVM auprès des itinérants.

La policière Anabelle Roy déplore tout de même le manque d'infrastructures qui pourraient faciliter l'existence des itinérants et des autres usagers du métro. «Il n'y a pas de toilettes publiques dans le métro, à part à la station Snowdon. Pourtant, il y en a dans d'autres pays, et ça fonctionne», dit-elle tout en reconnaissant qu'une surveillance accrue pourrait être nécessaire.

La création de l'EMIC, tout comme d'autres équipes telles que l'EMMIS (Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale) et l'ESUP (Équipe de soutien aux urgences psychosociales), a permis de tisser des liens entre les forces de l'ordre et les ressources communautaires afin de privilégier la prévention, plutôt que la répression.

Trois patrouilles de l'EMIC assurent leur présence sept jours sur sept dans le réseau du métro. Des équipes travaillent de 6 h à 16 h 30 tous les jours et une autre est présente du lundi au jeudi, de 10 h 30 à 20 h 30 — «parce qu'après 20 h 30, les gens sont souvent trop intoxiqués», fait valoir Charles Audelin. «L'EMIC n'est pas là pour faire de la répression, mais plutôt pour créer des liens et amener les itinérants vers des ressources.» Reste que ce ne sont pas tous les itinérants qui sont réceptifs ou qui veulent être aidés. «Je les appelle "nos Gaulois"», raconte Sophie Bellemare.

[Retour à la table des matières](#)



DES LAITUES PRODUITES TOUTE L'ANNEE... SUR DIX ETAGES

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 24 FÉVRIER 2023 - P. AFFAIRES_8

Par : Daphné Cameron

<https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2023-02-24/agriculture/des-laitues-produites-toute-l-annee-sur-dix-etages.php>

https://plus.lapresse.ca/screens/f4dd1b4c-6f69-4f06-bfd0-889bbf59c55c%7C_0.html

Le fédéral accorde 2,7 millions pour des technologies propres en agriculture

La ministre fédérale de l'Agriculture, Marie-Claude Bibeau, a annoncé vendredi l'attribution d'une aide de 2,7 millions pour soutenir des entreprises agricoles québécoises souhaitant réduire leur empreinte carbone.

Napierville - Quatre entreprises recevront un coup de pouce pour financer l'installation de technologies propres qui leur permettront de réduire leur bilan énergétique.

Pour en faire l'annonce, la ministre Marie-Claude Bibeau s'est rendue à une ferme hydroponique verticale de dix étages alimentée à l'eau de pluie qui a pu bénéficier du même programme fédéral l'an dernier.

« Notre vision, c'est une agriculture qui est toujours plus durable au Canada. Notre gouvernement veut aider les entreprises agricoles à devenir plus productives et plus résilientes en réduisant la facture d'énergie et l'empreinte carbone », a-t-elle déclaré lors d'un point de presse après avoir visité les installations.

La société, qui produit des légumes-feuilles depuis l'automne dernier, a reçu 846 625 \$ pour installer un système d'agriculture intérieur de 11 000 pi² alimenté à l'éclairage DEL.

Solange Duteau et Sylvain Coallier, qui ont été à la barre d'une entreprise d'exportation de légumes durant 20 ans, ont récemment converti leur entrepôt en ferme intérieure complètement robotisée.

« Inspirant »

Le président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Martin Caron, a visité les installations en compagnie de M^{me} Bibeau. Il a qualifié le projet d'« inspirant ». « Ils seront en mesure de réaliser 15 récoltes par année », a-t-il souligné.

« Quand on parle d'autonomie alimentaire, de sécurité alimentaire, de marchés de proximité, on ne peut pas avoir mieux que ça. Quand on investit dans des projets comme celui-ci, on investit dans le garde-manger des Canadiens et des Québécois en même temps », a-t-il remarqué.

Sylvain Coallier estime par ailleurs que G.S.P.M. Distribution est en mesure de cultiver 99 000 plants par récolte.

On économise en GES un plein camion par semaine de produits de Californie et qui fait 5000 km. Et c'est de l'énergie verte, renouvelable du Québec. - Sylvain Coallier, de G.S.P.M. Distribution



Depuis le lancement du programme Technologies propres en agriculture (TPA), 18 entreprises québécoises ont reçu un appui financier, qui totalise 6,7 millions.

Parmi les projets annoncés vendredi se retrouve celui de la firme Entosystem. L'entreprise de Drummondville recevra 2 millions pour l'achat d'équipements écoénergétiques afin d'accroître l'efficacité de son système de production d'engrais et d'aliments pour animaux à base d'insectes.

Autre exemple : la Ferme Macna, de Saint-François-du-Lac, obtiendra près de 105 000 \$ pour l'installation d'un système de ventilation écoénergétique et d'un système d'éclairage à DEL dans son étable laitière.

À terme, c'est 495,7 millions qui seront affectés au programme TPA.

« L'objectif numéro un, c'est de réduire les émissions », explique M me Bibeau. Ensuite, ajoute-t-elle, le but est de créer une demande pour les technologies vertes de pointe. « Ça va augmenter le développement de l'innovation et ça va éventuellement réduire les prix. Si on augmente la demande, ça vient donner un boost, si on veut, à l'égard de ces nouvelles technologies. »

[Retour à la table des matières](#)



L'OBSERVATOIRE QUEBÉCOIS DES INÉGALITÉS : « LA PANDEMIE A EXACERBE DES INÉGALITÉS QUI ÉTAIENT DÉJÀ LÀ »

LA PRESSE- 27 FÉVRIER 2023 – P. AFFAIRES_8

PAR : STÉPHANIE BÉRUBÉ

<https://www.lapresse.ca/affaires/2023-02-27/l-observatoire-quebecois-des-inegalites/la-pandemie-a-exacerbe-des-inegalites-qui-etaient-deja-la.php>

Dans le rapport du Projet Résilience, les participants évoquent leur façon d'arriver à payer les dépenses avec un budget sous pression.

On peut le deviner, l'augmentation du coût de la vie ne touche pas tout le monde de la même façon. Certaines personnes, qui peinaient déjà à joindre les deux bouts, doivent se priver davantage. Mais les gens qui avaient une bonne capacité d'adaptation avant les années pandémiques tendent à mieux s'en tirer maintenant, malgré la multiplication des stressseurs.

« Ce qui m'a étonnée est de voir énormément de résilience chez des gens qui vivent dans des conditions de vie parfois difficiles, souvent modestes, pour ne pas dire frugales pour certains », explique Sandy Torres, autrice d'un nouveau rapport de l'Observatoire québécois des inégalités, dévoilé mercredi. « On voit à quel point ces gens ont des ressources pour naviguer à travers tout ça et traverser la crise sanitaire. Ça ne veut pas dire que c'est facile pour eux, mais ce qui m'a étonnée est de voir ce mélange de résilience et de vulnérabilité. »

Ce Projet Résilience s'intéressait spécifiquement à la population québécoise dont les revenus se situent dans les 40 % les moins élevés, ce qui n'inclut donc pas uniquement des gens en situation de pauvreté, mais aussi ceux qui se trouvent « à la marge » de la classe moyenne.

J'ai le sentiment que ceux qui se sont montrés résilients le sont depuis très longtemps. - Sandy Torres, sociologue

Pour les personnes qui vivent avec un petit budget, la pression supplémentaire causée par la hausse du coût de la vie s'est manifestée différemment durant la pandémie. Certains ont dû vendre leur voiture pour arriver, puiser dans leurs économies, rester dans un logement inadéquat ou reporter leur projet d'acheter une maison, voire trouver un colocataire. Ils ont aussi emprunté de l'argent à un membre de la famille, nous apprend le rapport. Des jeunes de moins de 35 ans ayant participé au projet de l'Observatoire se sont également résignés à retourner vivre dans la maison parentale.

Pour les personnes qui vivent avec un petit budget, la pression supplémentaire causée par la hausse du coût de la vie s'est manifestée différemment durant la pandémie. Certains ont dû rester dans un logement inadéquat ou reporter leur projet d'acheter une maison, voire trouver un colocataire.

La chercheuse a sondé à trois reprises une cohorte d'une cinquantaine de personnes durant les années 2021 et 2022, pendant la quatrième et la cinquième vague de la COVID-19. Les participants venaient de différentes régions du Québec et avaient de 19 à 90 ans. Tous vivent dans un foyer à faibles ou modestes revenus.

« La pandémie a exacerbé des inégalités qui étaient déjà là. Par contre, elle a sans doute généré d'autres inégalités. Je pense entre autres à la fracture numérique », précise Sandy Torres.



Dans son rapport, il est question de résilience financière, c'est-à-dire cette capacité à composer avec des imprévus dans le budget.

Quand on n'a pas de marge, ça impose la résilience, non ?

« C'est là qu'il y a une grande injustice, dit Sandy Torres. Le fait de réduire ses dépenses est une stratégie que tout le monde adopte quand on a des difficultés financières. »

Or, dit-elle, quand le budget est très serré, on doit sabrer les dépenses courantes. La hausse du coût de la vie a mis fin à l'épargne chez ceux et celles qui étaient déjà vulnérables. Cela les rend plus fragiles aux imprévus.

Des solutions

Dans le rapport du Projet Résilience, les participants évoquent leur façon d'arriver à payer les dépenses avec un budget sous pression. Parmi les pistes de solution simples : acheter des produits en solde, cuisiner davantage et congeler, acheter usagé ainsi que récupérer des biens donnés.

Les gens fragilisés financièrement ont recentré leurs dépenses sur l'essentiel : l'alimentation. Mais avec la hausse des prix à l'épicerie, il a fallu aller plus loin dans plusieurs cas et changer les habitudes, voire se tourner vers les banques alimentaires. Dans le pire des scénarios, il fallait sauter des repas.

À la fin de son étude, la chercheuse a demandé aux participants quelles ont été les leçons de la pandémie. Plusieurs ont affirmé vouloir adopter une meilleure gestion financière.

Que faire, concrètement ?

« Mettre plus d'argent de côté afin de réduire le stress financier, a indiqué une jeune participante. On ne sait jamais ce que le futur nous réserve. »

Autre observation : les personnes qui se sont tournées vers des ressources communautaires et de l'aide extérieure ont été plus résilientes.

Parmi les bonnes pratiques évoquées, en vrac : faire du bénévolat, être actif dans la communauté, pratiquer des activités physiques ou de bien-être – marche, spiritualité, méditation et faire des activités en ligne.

« C'est un des éléments forts du processus de résilience que de trouver des solutions, dit Sandy Torres. Et des solutions qui ne viennent pas que de vous, mais que la société met à notre disposition. »

2/3

Pour près des deux tiers des participants, au moins un de ces besoins n'est pas comblé :

– Pouvoir faire face à une dépense imprévue de 500 \$

– Remplacer des meubles



- Obtenir des soins dentaires
- Dépenser une petite somme chaque semaine pour soi

EN SAVOIR PLUS

11 % : C'est la proportion d'adultes québécois qui vivaient en situation d'insécurité alimentaire en 2019. Avec la pandémie, cette part est montée à 26 % en avril 2020 et était à peu près au même niveau en novembre 2022.

SOURCE : INSPQ

[Retour à la table des matières](#)



INAUGURATION DE LA MAISON AKHWA:TSIRE « C'EST A ÇA QUE LA RECONCILIATION RESSEMBLE »

LA PRESSE – 28 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Par : Lila Dussault

<https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2023-02-28/inauguration-de-la-maison-akhwa-tsire/c-est-a-ca-que-la-reconciliation-ressemble.php>

Pour la première fois à Montréal, une maison qui vise à loger de façon permanente des personnes autochtones en situation d'itinérance a vu le jour. Si de nombreux modèles du genre existent pour la population générale, la Maison Akhwà:tsire (qui signifie « ma famille » en langue mohawk) a été imaginée et conçue spécifiquement pour aller à la rencontre des Autochtones de la rue et leur offrir une option à long terme.

Le projet est né en 2020, en pleine pandémie. « Nous avons réalisé que plusieurs personnes qui venaient dans les refuges d'urgence de Projets autochtones du Québec (PAQ) le faisaient de façon récurrente depuis des années, parfois plus de 10 ans », raconte Heather Johnston, directrice générale de PAQ, pendant l'inauguration.

Pour nous, ça n'avait aucun sens. Nous devons trouver un modèle d'hébergement pour les Autochtones qui se trouvaient en situation d'itinérance depuis longtemps. - Heather Johnston, directrice générale de Projets autochtones du Québec

Près de trois ans plus tard, l'ambitieux projet a vu le jour dans une coquette maison victorienne située en plein centre-ville de la métropole, à moins de 500 mètres du CHUM.

Au total, 22 personnes pourront y vivre de façon permanente, y compris des couples, dans 18 chambres différentes, dont six accessibles pour les personnes à mobilité réduite. Des aires communes – salons, cuisines, salles de bains – seront partagées par les futurs résidents.

Des services d'intervention psychosociale de PAQ seront disponibles 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Les personnes hébergées pourront y recevoir des soins adaptés en santé physique (une infirmière travaillera sur les lieux) et en santé mentale – y compris l'accompagnement d'aînés autochtones.

« On a besoin de plus de places comme celle-là », a indiqué à La Presse Marc Miller, ministre fédéral des Relations Couronne-Autochtones, en périphérie de la cérémonie d'inauguration. « Ça prend une connexion culturelle appropriée. Parfois, les environnements institutionnels [pour itinérants] affectent d'une façon différente une personne autochtone et une non autochtone. »

Pensé par et pour les Autochtones

Dans cette maison, les hauts plafonds, boiseries et moulures en plâtre donnent un cachet aux pièces qui se superposent sur trois étages. « On est venu la visiter plusieurs fois, se souvient Mme Johnston. Chaque fois, on se disait que c'était trop beau pour nous. Et puis, on s'est demandé : pourquoi les Autochtones n'auraient pas droit à un environnement magnifique ? »

Les décors ont été choisis avec soin, sur le thème des saisons, afin de rejoindre les différentes nations dans ce qu'elles partagent, a expliqué Julia Shuliau Hervieux, designer à la firme



d'architecture EVOQ. Elle est elle-même originaire de la communauté de Pessamit, sur la Côte-Nord.

Le projet d'acquisition de l'immeuble et de rénovation des lieux a été réalisé au coût de 6,8 millions. Le gouvernement fédéral a notamment contribué avec une aide de 4,7 millions par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements.

Les locataires vont bénéficier du Programme de supplément au loyer et ne verseront que 25 % de leur revenu pour demeurer sur place. Le reste des frais de logement sera assumé par la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal. Au bout du compte, tous les ordres de gouvernement ont été impliqués dans le projet.

Une prière pour le lieu

Preuve de l'importance de la question culturelle, la cérémonie d'inauguration a été menée par Sedalia Fazio, aînée du clan de l'Ours de Kahnawake, réserve mohawk située au sud de Montréal.

L'odeur de la sauge médicinale a imprégné les lieux lors d'une prière initiale. Puis, quatre musiciens ont entamé des chants en jouant du tambour. Dans la salle emplie de dignitaires et de gens du milieu communautaire, le silence a accueilli la cérémonie. Les yeux de Simeonie Tuckatuck, eux, se sont mouillés de larmes.

« Je prie pour que les Montréalais reconnaissent les Autochtones pour ce qu'ils sont, et pour qu'on puisse aller de l'avant comme une seule nation », a-t-il dit au micro quelques minutes plus tard, ému.

« Je vous remercie tous d'être ici, et merci du fond du cœur d'aider notre monde », a aussi lancé Sharon, de Mistassini, la gorge nouée.

Pour Heather Johnston, « c'est à ça que la réconciliation ressemble ».

Avec La Presse Canadienne

EN SAVOIR PLUS

600 : Nombre de personnes accompagnées par Projets autochtones du Québec annuellement
SOURCE : HEATHER JOHNSTON, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ORGANISME

250 : Nombre de sites d'hébergement pour les personnes itinérantes au Québec
SOURCE : LIONEL CARMANT, MINISTRE RESPONSABLE DES SERVICES SOCIAUX

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



AU BURKINA FASO, LA CRISE HUMANITAIRE PREND UNE AMPLEUR TRAGIQUE

LA CROIX – 19 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Par : Vivien Latour

<https://www.la-croix.com/Monde/Au-Burkina-Faso-crise-humanitaire-prend-ampleur-tragique-2023-02-19-1201255843>

Le Burkina Faso connaît une crise sécuritaire sans précédent : deux membres de Médecins sans frontières y ont été assassinés le 8 février. Le pays subit de nombreux raids djihadistes et l'aide humanitaire s'y fait de plus en plus nécessaire. Pourtant, elle parvient difficilement aux populations.

Depuis 2015, le Burkina Faso connaît une hausse de la violence des groupes djihadistes. Début février, une quarantaine de personnes, civiles comme militaires, ont été tuées au cours de raids, et plus de 150 depuis le début de l'année.

Dans cet épice de violences djihadistes au Sahel, la crise humanitaire devient de plus en plus prégnante. 40 % du territoire reste hors du contrôle des autorités. Fin 2022, le pays comptait près de 1,9 million de personnes déplacées, soit un Burkinabé sur dix.

Crise alimentaire pressante

Le Fonds monétaire international, qui vient de débloquer une aide d'urgence de 80 millions de dollars, précise que 2,6 millions de personnes sont déjà en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Action contre la faim, qui intervient dans le pays depuis 2008, contribue à l'assistance alimentaire à travers la distribution d'argent liquide couplée à la distribution de farine enrichie et de suppléments alimentaires.

« En termes de sécurité alimentaire, le nombre de personnes à aider est croissant, commente Patrick Ekwanza Kitenge, membre du cluster sécurité alimentaire au Burkina Faso d'ACF. Au total, 219 sur 315 communes sont a minima en situation de crise alimentaire, contre 172 l'an dernier. 1,3 million d'enfants et femme enceintes et allaitantes ont besoin d'assistance nutritionnelle d'urgence. »

Mise en danger des acteurs humanitaires

Médecins sans frontières (MSF) venait également en aide aux populations avant l'assassinat de deux de leurs collègues burkinabés, le 8 février, par des hommes armés dans le Nord-Ouest. Dans la Boucle du Mouhoun, l'une des 13 régions du pays, l'ONG s'employait depuis 2021 à fournir des soins de santé primaire aux populations. « L'an dernier, nous avons dispensé 400 000 de ces consultations et aidé à l'accouchement de plus de 4 500 femmes », détaille Isabelle Mouniaman Nara, directrice des opérations de MSF.

La situation s'est dégradée à la suite des multiples coups d'État et de la prolifération des groupes armés dans le pays. Une grande partie du « pays des hommes intègres » reste déstabilisée par l'État islamique dans le Grand Sahara et par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans.

En tout, une trentaine d'humanitaires ont été tués, blessés ou enlevés au cours de ces deux dernières années. « À la suite des meurtres de nos collègues, nous avons mis nos opérations en stand-by, le temps de comprendre ce qui s'est passé et d'évaluer les risques pour nos équipes et



nos patients, souligne la directrice, pour qui la population reste la première victime. On entend des meurtres, des disparitions, des arrestations dans tout le pays. »

Les villes sous blocus délaissées

Le blocus de nombreuses localités et l'absence de corridors humanitaires limitent la mise en oeuvre de l'aide humanitaire. « Ces restrictions empêchent toute forme d'assistance aux populations vulnérables vivant hors des zones contrôlées par le gouvernement. Pourtant, c'est dans ces régions et villes concernées par les blocus que l'aide est la plus demandée », regrette Patrick Ekwanza Kitenge.

À Djibo, près de 300 000 personnes sont prisonnières du blocus des groupes djihadistes depuis mars 2022. Les hélicoptères de ravitaillement du Programme alimentaire mondial de l'ONU qui acheminaient l'aide internationale, et permettaient aux ONG de faire de même, avaient vu leurs autorisations de vol suspendues par le gouvernement à la mi-janvier. Depuis début février, ils volent de nouveau, au secours des « zones à forts défis sécuritaires ».

Les moyens financiers ne sont pas au rendez-vous. « Le plan d'intervention de 805 millions de dollars reste financé à moins d'un tiers », concède Martin Griffiths, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU. Un manque qui devrait se faire ressentir sous peu. Selon Patrick Ekwanza Kitenge, « si une réponse appropriée n'est pas apportée d'ici à juin 2023, la situation pourrait se détériorer au cours de la période de soudure », qui sonne la fin des réserves de l'année précédente. Plus de 3,5 millions de personnes seraient alors en situation de crise et d'urgence alimentaire.

Le Comité international de la Croix-Rouge ciblé par une opération de désinformation

Dans un nouveau volet de l'enquête baptisée Story Killer, Radio France et Forbidden Stories reviennent sur la manipulation subie par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en 2020 au Burkina Faso. Une tribune de Valeurs actuelles titrait alors : « Le Comité international de la Croix-Rouge, parrain involontaire du terrorisme au Burkina Faso ? » L'enquête démontre que l'opération a été montée par une agence israélienne, missionnée par l'ancien président burkinabé Roch Kaboré. Ce dernier reprochait au CICR de critiquer les arrestations et les détentions arbitraires menées par son pouvoir.

[Retour à la table des matières](#)



L'ONU DEBLOQUE 250 MILLIONS DE DOLLARS POUR AIDER LES PERSONNES LES « PLUS VULNERABLES » DU MONDE

AL 24 - 22 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

PAR : ASMA LAÏD ASMA LAÏD

<https://al24news.com/fr/lonu-debloque-250-millions-de-dollars-pour-aider-les-personnes-les-plus-vulnerables-du-monde/>

Les Nations Unies ont annoncé, samedi, la mobilisation d'un montant record de 250 millions de dollars dans le but de venir en aide aux personnes les plus vulnérables du monde et d'éviter la famine.

« Très souvent, des problèmes de développement de longue date peuvent se combiner avec le chaos climatique, les chocs économiques et les conflits violents, se transformant en un tourbillon de catastrophe humanitaire », a indiqué le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres cité dans un communiqué, notant que dans le monde aujourd'hui, 339 millions de personnes ont besoin d'aide, soit une hausse de plus de 25% depuis l'année dernière.

En 2022, l'ONU et ses partenaires ont atteint près de 160 millions de personnes, mais l'augmentation des besoins humanitaires dépasse rapidement la capacité de réponse, selon le communiqué du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF).

Cette année, pour répondre aux besoins de base de 240 millions de personnes, près de 54 milliards de dollars sont nécessaires, mais on prévoit que moins de la moitié de ce montant sera collecté, a-t-on ajouté de même source.

L'allocation record de 250 millions de dollars provenant du CERF aidera les populations de 19 pays dont l'Afghanistan, le Burkina Faso, Haïti, le Mali, le Nigeria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen, qui abritent plus de 20 millions de personnes « à deux pas de la famine ».

Les fonds renforceront également la réponse humanitaire dans les crises sous-financées, au Tchad, en Colombie, en République démocratique du Congo, en Erythrée, en Ethiopie, au Honduras, au Kenya, au Liban, à Madagascar, au Pakistan et au Soudan, le but étant de lutter contre l'insécurité alimentaire et faire face aux impacts du changement climatique et des crises prolongées, selon l'ONU.

[Retour à la table des matières](#)



LE CANADA FOURNIRA UNE AIDE SUPPLEMENTAIRE DE 20 MILLIONS A LA TURQUIE ET A LA SYRIE

RADIO-CANADA – 24 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Par : La Presse canadienne

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1958906/seisme-turquie-syrie-canada-aide>

Les séismes qui ont secoué cette partie du monde ont causé la mort de plus de 47 000 personnes.

Le gouvernement fédéral fournira une aide humanitaire supplémentaire de 20 millions de dollars à la Turquie et à la Syrie à la suite des séismes qui ont récemment frappé ces deux pays.

Le ministre du Développement international, Harjit Sajjan, a annoncé vendredi que le Canada égalerait aussi les dons venant de la population à hauteur de 10 millions de dollars. Ce montant sera remis à la Coalition humanitaire et s'ajoute aux 10 millions de dollars promis à la Croix-Rouge.

« Une action humanitaire coordonnée et réfléchie est essentielle à une réponse efficace sur le terrain. En travaillant avec ces partenaires humanitaires expérimentés, le Canada s'assure que son aide parviendra rapidement aux personnes qui en ont le plus besoin. » — Une citation de Harjit Sajjan, ministre du Développement international

Cette annonce survient à la suite de l'appel à l'aide des Nations unies. Des députés fédéraux avaient aussi exhorté le gouvernement à étendre son programme de fonds de contrepartie à d'autres organisations.

La Coalition humanitaire, qui comprend des organismes comme Oxfam, Vision mondiale et Plan international, offre des services vitaux tels que de la nourriture, de l'argent et des bons d'achat d'urgence, ainsi que les services d'eau, d'assainissement et de soins de santé nécessaires.

Deux puissants séismes et des centaines de répliques ont frappé le 6 février la Turquie et la Syrie, endommageant des dizaines de milliers d'immeubles et tuant plus de 47 000 personnes.

Selon l'UNICEF, plus d'un million de personnes vivent dans des abris temporaires comme des gymnases, des stades, des chambres d'hôtel et des dortoirs. Elles ont un accès limité aux services essentiels.

Les enfants et les familles qui ont survécu aux séismes sont confrontés à l'itinérance, à un manque de nourriture et d'eau. Les températures descendent souvent sous le gel, la nuit, a déclaré la directrice régionale de l'UNICEF pour l'Europe et l'Asie centrale, Afshan Khan.

Les autorités turques ont indiqué vendredi que la phase préliminaire des travaux de reconstruction s'était amorcée. Selon le ministre de l'Environnement, de l'Urbanisation et des Changements climatiques, Marat Kurum, des travaux d'excavation sont en cours dans les villes de Nurdagi et d'Islahiye, dans la province de Gaziantep, là où le gouvernement compte construire 855 résidences.

[Retour à la table des matières](#)



SCOTT MOE SE REND EN INDE POUR UNE MISSION ECONOMIQUE

RADIO-CANADA – 24 FÉVRIER 2023 – SITE WEB

Par : Garo Jomoian

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1958902/developpement-industrie-potasse-innovation-relation-affaire#:~:text=Le%20premier%20ministre%20de%20la,%20agriculture%20et%20l'%C3%A9ducation.>

Le premier ministre sera accompagné du directeur général de l'entreprise Canpotex et du directeur général de l'école Polytechnique de la Saskatchewan. (Photo d'archives)

Le premier ministre de la Saskatchewan, Scott Moe, entame une mission économique en Inde, afin de promouvoir et renforcer des liens entre la province et ce pays d'Asie dans de nombreux domaines, dont l'exploitation des ressources minérales, l'agriculture et l'éducation.

En mars 2021, la province a ouvert un bureau de commerce et d'investissement à New Delhi, axé sur la croissance des exportations, l'attraction des investissements et le renforcement des relations avec les partenaires, comme le rappelle un communiqué publié par le gouvernement de la Saskatchewan.

Scott Moe affirme que le voyage vise à découvrir de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement entre les deux administrations.

La Saskatchewan travaille aux côtés de l'Inde depuis de nombreuses années. Je suis fier des relations que nous avons établies au cours de cette période, déclare Scott Moe dans le communiqué.

En 2022, la valeur des exportations totales de la Saskatchewan en Inde étaient évaluées à 1,4 milliard de dollars. La province précise notamment que plus de la moitié des lentilles importées en Inde sont en provenance de la Saskatchewan.

Le premier ministre saskatchewanais sera notamment accompagné du directeur général de l'entreprise Canpotex, Gordon McKenzie, ainsi que du directeur général de l'école Polytechnique de la Saskatchewan, Larry Rosia.

L'Inde est l'un des plus grands marchés de Canpotex, et nous fournissons de façon fiable à l'Inde de la potasse de haute qualité de la Saskatchewan depuis 50 ans, précise Gordon McKenzie.

Nous apprécions profondément les relations que nous avons établies en Inde, et nous continuerons d'être son partenaire fiable et stable pour atteindre la sécurité alimentaire, ajoute-t-il.

« La potasse de la Saskatchewan est essentielle aux objectifs de sécurité alimentaire de l'Inde. » — Une citation de Gordon McKenzie, directeur général de Canpotex

L'entreprise, dont le siège est à Saskatoon, est le plus grand fournisseur de potasse au monde, comme le précise le communiqué.



De son côté, le directeur général de l'école Polytechnique de la Saskatchewan, Larry Rosia, dit que l'établissement possède actuellement deux bureaux en Inde et cherche à étendre sa présence dans le pays.

L'un des éléments clés de notre cadre international est l'accent mis sur l'enrichissement de l'apprentissage des étudiants et leur préparation à un milieu de travail mondial de plus en plus multiculturel, tout en améliorant les capacités du corps professoral et du personnel par la collaboration à des projets de recherche et d'autres expériences, affirme M. Rosia.

Le premier ministre de la Saskatchewan sera en Inde du 26 février au 4 mars.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



RIEN A SIGNALER